
Société inscrite sur la
liste nationale des
Commissaires aux
Comptes, rattachée à la
CRCC de Toulouse

2, rue de la Fraternité
82000 Montauban

Tél : 05.63.91.95.06

Fax : 05.63.91.95.08

eapaudit@orange.fr


SARL au capital de
1.000 €

RCS 813 938 834
MONTAUBAN

AGIR EMPLOI- CIBC
Association Loi 1901
Siège social : 51, Route de Bressols
82000 MONTAUBAN

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023



AGIR EMPLOI - CIBC

Association Loi 1901
Siège social : 51 route de Bressols
82000 MONTAUBAN



E.A.P. AUDIT
Commissariat aux Comptes-Audit

Société inscrite sur la
liste nationale des
Commissaires aux
Comptes, rattachée à
la CRCC de Toulouse

2, rue de la Fraternité
82000 Montauban

Tél : 05.63.91.95.06

Fax :
05.63.91.95.08

eapaudit@orange.fr

SARL au capital de
1.000 €

RCS 813 938 834

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

A l'Assemblée Générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **CIBC - AGIR EMPLOI** relatifs à l'exercice clos le **31/12/2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

EN

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de votre Association, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de justification particulière.
- Plus spécifiquement, nous avons validé le calcul du coefficient de TVA appliqué et son traitement comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

EH

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS (ANNEXE 1)

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe 1 du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à MONTAUBAN, le 10 mai 2024

Le Commissaire aux comptes
EAP AUDIT, représenté par

Eric MARENCO

SARL E.A.P. AUDIT
Société de Commissaires aux Comptes
2. rue de la Fraternité
82000 MONTAUBAN
Tél. : 05 63 91 95 06
Fax : 05 63 91 95 08
E-mail : eapaudit@orange.fr

ANNEXE 1

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

EN

Bilan et Résultat Association

CIBC AgirE

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires	12 903	12 903				
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	219 013	174 564	44 449	1,66	68 123	2,92
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations	153 369		153 369	5,72	152 500	6,54
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	10 431		10 431	0,39	9 085	0,39
TOTAL (I)	395 717	187 467	208 249	7,77	229 708	9,85
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Créances usagers et comptes rattachés	808 499		808 499	30,18	483 653	20,14
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs	2 838		2 838	0,11		
. Personne	2 076		2 076	0,38	240	0,01
. Organismes sociaux	7 070		7 070	0,25		
. Etat, impôts sur les bénéfices					29 607	1,27
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	9 162		9 162	0,34	12 960	0,56
. Autres	34 857		34 857	1,33	22 182	0,95
Valeurs mobilières de placement	302 970		302 970	11,31	302 970	12,99
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	1 281 675		1 281 675	47,84	1 202 812	51,57
Charges constatées d'avance	21 857		21 857	0,82	48 259	2,07
TOTAL (II)	2 471 004		2 471 004	92,23	2 102 684	90,15
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	2 866 721	187 467	2 679 254	100,00	2 332 392	100,00



CIBC AgirE**BILAN PASSIF**

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves	1 454 712	54,30	1 333 249	57,16
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	224 435	9,30	121 463	5,21
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecart de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	25 089	0,94	25 089	1,08
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL (I)	1 704 236	63,61	1 479 801	63,45
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	170 097	5,35	162 156	6,95
TOTAL (II)	170 097	6,35	162 156	6,95
FONDS DEDIES				
. Sur subventions de fonctionnement				
. Sur autres ressources				
TOTAL (III)				
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées			83 517	3,58
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	619	0,02		
Fournisseurs et comptes rattachés	122 785	4,58	94 921	4,07
Autres	681 517	25,44	511 996	21,95
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL (IV)	804 921	30,04	690 435	29,60
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	2 679 254	100,00	2 332 392	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

Annexes

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 679 253,61 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 224 435,24 E.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Subvention :

Montant de la subvention Illetrisme "Conseil départementale Tarn et Garonne" : 117 237 euros.

Montant de la subvention Egalab "Région Occitanie": 11 038 euros.

Impôts et taxes :

L'association est assujettie aux impôts commerciaux à compter du 1er Janvier 2020 (Impôts sociétés et CET).

Elle relève également de la TVA à hauteur de 53 % de son chiffre d'affaires et applique ce même coefficient sur la TVA récupérable.

Annexes (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 395 717€

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	12 903			12 903
Immobilisations corporelles	212 667	6 346		219 013
Immobilisations financières	161 585	2 215		163 800
TOTAL	387 155	8 562		395 717

Amortissements et provisions d'actif = 187 467€

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	12 903			12 903
Immobilisations corporelles	144 544	30 020		174 564
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	157 447	30 020		187 467

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Logiciels/82	11 143	11 143	0	1 ans
Logiciels/46	1 760	1 760	0	1 ans
Installations générales 82 parages	9 512	6 213	3 298	10 ans
Installations générales 46	9 658	7 659	1 999	de 1 à 5 ans
Installation générales 31	22 216	6 959	15 257	10 ans
Mat.bureau & informatique 82	104 167	95 565	8 601	de 3 à 5 ans
Mat.bureau & informatique 46	21 057	16 188	4 869	de 3 à 5 ans
Mat.bureau & informatique 31	24 758	20 637	4 121	3 ans
Mobilier/82	9 511	8 381	1 130	5 ans
Mobilier/46	8 079	5 197	2 882	5 ans
Mobilier/31	10 056	7 766	2 290	5 ans
TOTAL	231 916	187 468	44 447	

Etat des créances = 896 790€

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	10 431		10 431
Actif circulant & charges d'avance	886 359	886 359	
TOTAL	896 790	886 359	10 431

Produits à recevoir par postes du bilan = 481 008€

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	470 383
Autres créances	
Disponibilités	10 625
TOTAL	481 008



Charges constatées d'avance = 21 857€

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Annexes (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Provisions = 170 097€

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions					
Provisions pour	162 156	7 941			170 097
TOTAL	162 156	7 941			170 097

Etat des dettes = 804 921€

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	122 785	122 785		
Dettes fiscales & sociales	617 867	617 867		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	64 268	64 268		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	804 921	804 921		

Charges à payer par postes du bilan = 482 807€

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	62 557
Dettes fiscales & sociales	419 632
Autres dettes	619
TOTAL	482 807

Informations complémentaires sur le bilan passif

Indemnité fin de carrière :

L'association a opté pour la comptabilisation d'une provision figurant au passif du bilan.

Le montant de la provision au 31/12/2023 s'élève à 170 097 euros.

La provision fait l'objet d'une dotation de 7 941 euros.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes:

-date de départ: 64 ans

-taux d'évolution des salaires: 2 %

-taux d'actualisation: 3.2 %

-Convention collective: Syntec bureaux d'études



Annexes (suite)**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT*****Autres informations relatives au compte de résultat***

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

Annexes (suite)**AUTRES INFORMATIONS****Effectif moyen**

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	6	
Agents de maîtrise & techniciens	23	
Employés		
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	29	0



Annexes (suite)**DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE**

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 481 008

Produits à recevoir sur clts et comptes rattachés	Montant
Clients factures a etablr(41810000)	470 383
TOTAL	470 383

Produits à recevoir sur disponibilités	Montant
Inter.courus/obligations bons valeurs as(50880000)	2 970
Tresorerie-pdt a recevoir(51870000)	7 655
TOTAL	10 625

Charges constatées d'avance = 21 857

Charges constatées d'avance	Montant
Charges constatee d'avance(48600000)	21 857
TOTAL	21 857

Charges à payer = 482 807

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fourn factures non parvenues.(40810000)	62 557
TOTAL	62 557

Dettes fiscales et sociales	Montant
Pers conges a payer(42820000)	83 637
Pers autres charges a payer(42860000)	234 681
Org.soc. conges a payer(43820000)	38 003
Org.soc. autres charges a payer(43860000)	48 800
Fp et ta a payer(43861000)	1 292
Etat autres charges a payer(44860000)	13 219
TOTAL	419 632

Autres dettes	Montant
Clients avoir a etablr(41980000)	619
TOTAL	619

AGIR EMPLOI - CIBC

Association Loi 1901
Siège social : 51 route de Bressols
82000 MONTAUBAN

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS 31/12/2023



E.A.P. AUDIT

Commissariat aux Comptes-Audit

Société inscrite sur la
liste nationale des
Commissaires aux
Comptes, rattachée à
la CRCC de Toulouse

2, rue de la Fraternité
82000 Montauban

Tél : 05.63.91.95.06

Fax :
05.63.91.95.08

eapaudit@orange.fr

SARL au capital de
1.000 €

RCS 813 938 834

A l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à MONTAUBAN, le 10 mai 2024

Le Commissaire aux comptes
EAP AUDIT, représenté par

Eric MARENCO

SARL E.A.P. AUDIT
Société de Commissaires aux Comptes
2, rue de la Fraternité
82000 MONTAUBAN
Tél. : 05 63 91 95 06
Fax : 05 63 91 95 08
E-mail : eapaudit@orange.fr